

**REPUBLIQUE D'HAITI**

**OFFICE NATIONAL D'ASSURANCE**

Reference Copy  
Social Security Documentation

DO NOT REMOVE  
EMPRUNT EXCLU

**DECRET**

**INSTITUANT**

**L'ASSURANCE - VIEILLESSE OBLIGATOIRE**



**PRESSES NATIONALES D'HAITI  
PORT-AU-PRINCE, HAITI  
NOVEMBRE 1965**

## **AVANT-PROPOS**

### **L'ESPRIT DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-VIEILLESSE**

Le Gouvernement de la République, soucieux d'améliorer la situation des vieux travailleurs, après avoir entrepris par l'intermédiaire de ses spécialistes, des recherches approfondies, a décidé d'élaborer une législation, en vue d'assurer une rente à ceux qui, dans le secteur privé, ont contribué par leurs forces physiques et mentales, leur sérieux à la prospérité nationale.

Le Président à Vie de la République, Son Excellence le Docteur François DUVALIER, profondément imbu des problèmes socio-économiques auxquels font face les différents secteurs de travail, a toujours envisagé, depuis l'époque où Il dirigeait le Département du Travail, d'aviser aux moyens d'instituer une pension en faveur des travailleurs des entreprises privées, quand arrive l'âge de la retraite. Il en a d'ailleurs posé les bases à l'occasion du premier Congrès National du Travail, tenu à Port-au-Prince en 1948.

C'est en effet, avec une certaine angoisse que les employés du Commerce et de l'Industrie voient venir l'âge où ils ne pourront plus fournir leur service à l'entreprise à laquelle ils ont donné les meilleures années de leur existence. Leur renvoi, par le patron, s'accompagne quelquefois d'un geste paternaliste par le versement d'une somme de quelques centaines de dollars, représentant 3 à 6 mois de salaire, à titre de prestations. Là s'arrêtent les responsabilités légales du patron bienfaiteur.

En élaborant cette nouvelle législation de prévoyance et de sécurité sociales, le Gouvernement entend, par une sorte d'épargne forcée, porter le travailleur du secteur privé à se constituer des réserves qui puissent lui assurer ainsi qu'à ses héritiers un minimum de revenus pour faire face à l'inconnu: la maladie, la misère, la mendicité.

La création par le Gouvernement d'un Office National d'Assurance-Pension, en faveur des travailleurs qui ont contribué à l'accroissement de l'économie nationale, est donc une mesure de sécurité sociale dont l'opportunité n'échappe à personne. Depuis de nombreuses an-

nées, le Département du Travail et du Bien Etre Social s'est penché sur ce problème combien épineux. Des données nouvelles fournies par l'Institut Haïtien de Statistique et les résultats des enquêtes menées dans les entreprises de travail de la capitale et de la province ont permis au Gouvernement d'aborder la question avec beaucoup de lucidité et de maîtrise.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement continuera ses enquêtes, en collaboration avec les techniciens haïtiens et étrangers des Organisations Internationales pour que l'Office National d'Assurance-Vieillesse réponde pleinement à ses fins humanitaires. Il importe de retenir favorablement à leur actif que certaines entreprises établies dans le pays, ont déjà, bien qu'aucune loi ne leur en fasse l'obligation, institué cette mesure de sécurité en accordant aux travailleurs une pension de vieillesse laquelle prend fin à la mort de ceux-ci.

Dans l'esprit d'harmoniser davantage les forces du travail et de faire fructifier les capitaux investis dans le pays plutôt qu'ailleurs, le Gouvernement a aussi jugé juste d'associer le patronat à la constitution de ce fonds d'épargne en faveur de ceux qui ont contribué au développement de leurs entreprises de travail.

C'est de l'effort et de la bonne volonté conjugués des employés et des employeurs joints à ceux du Gouvernement que peut sortir un mieux-être économique et social pour tous les secteurs de la communauté haïtienne, mieux-être qui est parti de la pensée présidentielle, digne Héritier de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines.

Puissent tous les hommes de bonne volonté saisir la haute portée de cette mesure de prévoyance et de sécurité sociales et contribuer à sa mise en pratique dans l'intérêt de chacun et de tous.

Port-au-Prince, le 12 Novembre 1965

# DECRET

**Dr. FRANCOIS DUVALIER**  
Président de la République

Vu les articles 49, 68, 83, 84, 90, 93, 95, 159, 166 et 171 de la Constitution;

Vu la loi du 30 Mai 1924 portant création du Département du Travail;

Vu la loi du 10 Octobre 1949 créant l'Institut d'Assurances Sociales d'Haïti;

Vu la loi du 12 Septembre 1951 et l'Arrêté du 4 Août 1952 modifiés par la loi du 14 Juillet 1955 et le Décret-Loi du 11 Octobre 1957 sur l'organisation de l'Institut d'Assurances Sociales d'Haïti;

Vu la loi du 6 Octobre 1961 promulguant le «Code du Travail François DUVALIER»;

Vu le Décret de la Chambre Législative en date du 20 Septembre 1965 suspendant les garanties prévues aux articles 17, 18, 19, 20, 25, 31, 34, 48, 70, 71, 72, 93 (7ème alinéa) 97, 109, 110, 119 (2ème alinéa), 122 (2ème alinéa), 147, 148, 151, 190, 195 de la Constitution et accordant Pleins Pouvoirs au Chef du Pouvoir Exécutif à l'effet de prendre, durant une période de six mois, par Décrets ayant force de Lois, toutes les mesures qu'il aura jugées nécessaires à la sauvegarde de l'intégrité du territoire et de la Souveraineté de l'Etat, à la consolidation de l'ordre et de la Paix, au maintien de la stabilité politique, économique et financière de la Nation, à l'approfondissement du bien-être des Populations, à la défense des intérêts de la République;

Considérant que l'Etat se doit de garantir une vie en rapport avec les grands principes de l'humanisme en édifiant une société juste, libre et économiquement forte, capable d'assurer l'harmonie entre le travail et le capital;

Considérant que tout régime doit répondre essentiellement à des principes de justice et de sécurité sociales qui tendent à assurer à tous les membres de la communauté une existence digne de l'être humain;

Considérant que l'Etat a pour rôle d'assurer efficacement la protection des vieux travailleurs qui ont contribué par une vie de labeur au développement de l'économie nationale contre les risques de l'âge et de l'invalidité, en établissant un régime approprié de sécurité sociale;

Considérant qu'il importe d'accorder une protection particulière à la famille, base fondamentale de la société, à la femme, à l'enfant, au vieillard et à l'infirme en généralisant l'assurance-vieillesse au profit de tous les travailleurs;

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat du Travail et du Bien-Etre Social;

Et après délibération en Conseil des Secrétares d'Etat;

Décète:

## CHAPITRE I

### CONSTITUTION ET DEFINITIONS

Article 1er.— L'Office National d'Assurances-Vieillesse (ONA) est un organisme mixte, d'utilité publique, fonctionnant sous la haute supervision du Département du Travail et du Bien-Etre Social et ayant une personnalité juridique propre. Son siège est à Port-au-Prince; des bureaux régionaux pourront être établis dans les villes de province dans la mesure des besoins et des possibilités de l'Organisme.

Article 2.— L'Office National d'Assurances-Vieillesse assure à tous les travailleurs qui ont atteint l'âge et le nombre d'années de service requis, une pension de retraite leur permettant de vivre dans des conditions décentes quand ils ne seront plus en état de travailler. Cette pension de retraite est réversible dans les termes et conditions déterminés par le présent Décret.

Article 3.— Les entités concourant à la constitution, au financement et au fonctionnement de l'organisme sont:

- a) l'Etat Haïtien;
- b) le Salarial;
- c) le Patronat;
- d) la Banque Commerciale d'Haïti

Article 4.— A.— L'apport de l'Etat Haïtien est constitué par:

- 1.— Une contribution de G. 500.000. — au fond de gestion de l'Organisme dans les premiers temps de son fonctionnement.

2.— Le don à l'organisme d'un immeuble devant servir de centre hospitalier pour les soins à apporter aux assurés conformément à l'article 34 du présent Décret.

3.— Une assistance financière éventuelle si, au cours du fonctionnement de l'organisme, ses fonds propres se révéleraient insuffisants pour lui permettre de faire face à ses engagements.

B.— L'apport du Patronat et du Salarariat est constitué par les cotisations mises à leur charge par l'article 29 du présent décret.

C.— La participation de la Banque Commerciale d'Haïti consistera dans:

1.— L'avance des frais de premier établissement de l'Organisme jusqu'à concurrence de G. 500.000.

2.— L'aménagement et l'équipement du Centre hospitalier.

3.— La perception des cotisations et la garantie du paiement aux assurés des prestations qui pourront leur être dues à titre de rentes, primes, restitutions, etc...

4.— La gestion financière et administrative de l'organisme et du centre hospitalier.

Article 5.— Cet organisme mixte est autorisé à fonctionner par l'Etat Haïtien dans le cadre de sa politique de sécurité sociale.

Article 6.— Aux termes du présent Décret, les expressions suivantes sont ainsi définies:

a) **EMPLOYEUR:** Toute personne physique ou morale de droit civil ou de droit privé qui, en vertu d'un contrat de travail, loue les services d'autrui moyennant salaire pour l'exécution d'un travail déterminé.

b) **EMPLOYE:** Toute personne qui loue à un employeur ses services, quels qu'ils soient, moyennant salaire pour l'exécution d'un travail déterminé.

## CHAPITRE II

### CHAMP D'APPLICATION

#### a) Assurance vieillesse obligatoire:

Article 7.— Sont assurées conformément au présent Décret, à charge par elles de remplir les obligations mises à leur charge, les personnes physiques qui ont leur domicile en Haïti et qui y exercent une activité lucrative dans une entreprise commerciale, industrielle ou autre.

Article 8.—Ne seront pas astreints à l'assurance obligatoire:

1) les ressortissants étrangers bénéficiant de privilèges et d'immunités diplomatiques ou d'exemptions fiscales particulières, et les membres des communautés religieuses.

2) Le mari ou la femme qui travaille pour le compte de son conjoint et les enfants mineurs de moins de 18 ans qui travaillent pour le compte de leurs parents sans recevoir un salaire forfaitaire en espèces.

3) Les personnes obligatoirement soumises à la pension civile ou militaire ou à une pension interne d'un organisme public.

4.— Les personnes qui n'exercent aucune activité lucrative.

b) Assurance-Vieillesse facultative:

Article 9.— a) Peuvent bénéficier, à leur gré, du régime d'assurance-vieillesse institué par le présent Décret, toutes les personnes visées à l'article précédent, à l'exception de celles mentionnées au paragraphe 1 du dit article.

b) Pour bénéficier du système d'assurance-vieillesse, ces assurés facultatifs devront adresser par écrit une requête à la Direction Générale de l'Office en soumettant les pièces nécessaires avec mention précise de la catégorie dans laquelle ils désirent être intégrés; les assurés facultatifs seront par ailleurs soumis aux mêmes obligations et auront droit aux mêmes prestations et privilèges que les assurés obligatoires.

### CHAPITRE III

#### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 10.— L'Office National d'Assurances est administré par un Conseil d'Administration de Sept (7) membres dont:

a) Trois représentants de l'Etat appartenant respectivement aux Départements du Travail et du Bien-Etre Social, des Finances et des Affaires Economiques, du Commerce et de l'Industrie;

b) Un représentant du Salariat;

c) Un représentant du Patronat;

d) Un représentant de la Chambre de Commerce d'Haïti;

e) Un représentant de la Banque Commerciale d'Haïti.

La Présidence du Conseil sera assurée, successivement par chacun des membres selon un système de roulement. La durée des mandats et l'ordre de succession seront déterminés par délibérations du Conseil.

Article 11.— Les représentants de l'Etat sont choisis directement par le Président de la République parmi les membres du personnel technique des Départements intéressés sur recommandation du Secrétaire d'Etat du Travail et du Bien-Etre Social. Les représentants du Patronat et du Salariat sont également nommés par le Président de la République sur recommandation du Secrétaire d'Etat du Travail et du Bien-Etre Social et choisis sur deux listes de trois noms présentées par le Salariat et le Patronat.

Le mandat des membres du Conseil est d'une durée de trois années renouvelables.

Les représentants de la Chambre de Commerce d'Haïti et de la Banque Commerciale d'Haïti seront désignés directement par ces deux institutions.

Article 12.— Les attributions du Conseil d'Administration sont les suivantes:

- 1.— Gérer et administrer l'Office National d'Assurances sur la base des directives établies;

- 2.— Etudier et soumettre aux fins d'approbation, au Secrétaire d'Etat du Travail et du Bien-Etre Social, les plans et projets conçus dans le cadre du programme de l'Office;

- 3.— Etablir et soumettre au Secrétaire d'Etat responsable, aux fins d'approbation, les bilans généraux et le budget de dépenses;

- 4.— Présenter un rapport mensuel détaillé des activités de l'Office au Secrétaire d'Etat responsable;

- 5.— Contrôler les activités générales, la Comptabilité et l'évolution de la situation financière de l'Office, afin de recommander à temps aux autorités responsables, si le cas y échet, toutes les mesures à prendre pour la sauvegarde de l'Institution;

- 6.— Recommander à fin de nomination les techniciens pouvant remplir certaines fonctions sur la base de leurs qualifications.

Article 13.— Le Conseil d'Administration se réunit obligatoirement chaque quinzaine et toutes les fois que l'intérêt de l'Office le commande, sur convocation du Président ou sur la demande de 3 membres ou du Directeur Général.

Article 14.— L'organisation administrative de l'ONA comprend:

- 1.— Une direction générale;

- 2.— Un Conseil Technique;

- 3.— Un service de comptabilité générale;

- 4.— D'autres services spécialisés dont les tâches seront fixées par les règlements Généraux de l'ONA.



Article 15.— La Direction Générale comprend: un Directeur Général assisté d'un Directeur Administratif et d'un Directeur Technique.

Article 16.— Le Directeur Général est responsable de toutes les affaires administratives de l'ONA sous le contrôle du Conseil d'Administration.

#### CHAPITRE IV

#### FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ASSURANCE

Article 17.— L'Etat Haïtien reconnaît, sous la garantie de paiement de la Banque Commerciale d'Haïti, le droit à la rente à toutes les personnes assurées conformément au présent Décret et réunissant les conditions suivantes:

- 1) Avoir atteint l'âge de 60 ans révolus;
- 2) Avoir versé les cotisations prévues par le présent Décret pendant 20 ans au moins;
- 3) Etre reconnu inapte au travail, appert certificat médical dûment délivré par l'IDASH.

L'assuré est reconnu inapte au travail lorsque, compte tenu de son âge (60 ans), de son état de santé, de ses capacités physiques et mentales, de ses aptitudes et de sa formation professionnelle, il ne se trouve plus en mesure d'exercer une activité professionnelle.

Article 18.— Les personnes âgées de 60 ans accomplis, qui auront versé les cotisations pendant au moins 15 ans et seront par ailleurs reconnues inaptes au travail auront la faculté, ou bien de se faire restituer les cotisations déjà versées, ou bien de compléter les versements en bloc sur la base du plus haut salaire perçu, pour avoir droit à la rente.

Article 19.— Les personnes âgées de plus de 60 ans, qui auront versé les cotisations pendant une période inférieure à 15 ans et qui, par ailleurs, seront reconnues inaptes au travail, auront droit à la restitution des cotisations versées, majorées d'un intérêt de 6% l'an.

Article 20.— La rente est personnelle, incessible, insaisissable et imprescriptible. Elle est exempte de tout impôt ou taxe et ne peut donner lieu à compensation avec aucun impôt ou taxe échus. Elle ne peut donner lieu à compensation que pour les valeurs dues par l'assuré à l'ONA.

Article 21.— Si le mari, commun en biens, ne subvient pas à l'entretien de son épouse, ou si les deux époux vivent séparés, l'épouse a le droit de demander pour elle-même la demi-rente, sous réserve de décision contraire de justice.

Article 22.— La rente, qu'elle soit déjà liquidée ou qu'elle soit seulement acquise à l'assuré, est réversible pour moitié dans les cas suivants:

1) Sur les enfants mineurs légitimes ou reconnus, ce jusqu'à leur majorité. Toutefois, si ces enfants, devenus majeurs, poursuivent leurs études, ils pourront continuer à jouir de la rente jusqu'à l'âge de 25 ans;

2) Sur les enfants infirmes, inaptes au travail, sans tenir compte de leur âge;

3) Sur la veuve non remariée d'un rentier;

4) Sur les autres dépendants.

En cas de concurrence, la dévolution de la rente aura lieu dans les conditions déterminées par le Code Civil pour le règlement des communautés et successions.

Article 23.— La rente peut être simple ou double:

Elle est simple lorsque le bénéficiaire l'obtient de son propre chef ou par réversibilité.

Elle est double lorsque le bénéficiaire l'obtient d'une part de son propre chef et d'autre part par réversibilité.

Article 24.— Le droit à la rente s'éteint par:

a) le décès du bénéficiaire auquel cas joue le système de la réversibilité, s'il y a lieu;

b) le remariage de la veuve;

c) la majorité du mineur;

d) l'accomplissement de l'âge de 25 ans dans le cas de l'étudiant rentier;

e) la perte de la nationalité haïtienne;

f) la condamnation définitive et passée en force de chose jugée pour crime ou délits de vol, abus de confiance et escroquerie commis par l'assuré à l'occasion de l'exercice de ses fonctions;

g) le défaut de remboursement des prêts consentis aux assurés après trois (3) sommations de paiement restées inopérantes;

h) le non versement des cotisations pendant une période de trois (3) mois dans le cas de l'assuré facultatif.

Article 25.— Ont droit à une rente de veuve par réversibilité, les veuves qui ont été mariées pendant cinq (5) ans au moins au décès de leur conjoint rentier. Cette rente commence à courir le premier jour du mois qui suit le décès du mari et s'éteint par le remariage ou le décès de la veuve.

Article 26.— Ont droit à une rente d'orphelin simple, par réversibilité, les enfants dont l'un des auteurs rentier est décédé. Cette rente commence à courir le premier jour du mois du décès du parent rentier et s'éteint par le décès de l'orphelin ou l'accomplissement de sa majorité, réserve faite des cas prévus aux paragraphes 1 et 2 de l'article 22 ci-dessus.

Article 27.— Ont droit à une rente d'orphelin double, par réversibilité, les enfants dont les pères et mères rentiers sont décédés. Cette rente commence à courir le premier jour du mois qui suit le décès du dernier survivant des auteurs et s'éteint comme il est prévu à l'article 25 ci-dessus.

Article 28.— La rente s'acquiert en plein droit mais n'est pas octroyée d'office. Toute demande de rente doit être adressée avec les pièces justificatives (acte de naissance, certificats de travail, etc.) à la Direction Générale de l'ONA. Le droit à la rente étant reconnu après examen du dossier, notification en sera donnée par écrit à l'intéressé dans les 30 jours qui suivent la date de sa demande et la rente sera liquidée, sans discrimination quant au statut de l'intéressé, à partir du jour où ce droit a pris naissance.

Article 29.— Les cotisations du patronat et du salariat à la constitution des fonds de l'ONA, seront calculées de la manière ci-après déterminée:

- a) sur les salaires ne dépassant pas Deux Cents Gourdes (G. 200.00) 2% à verser par le salarié, 1% à verser par le patronat;
- b) Sur les salaires variant de G. 201 à G. 500.00 3% à verser par le salarié, 1% par le patronat;
- c) Sur les salaires supérieurs à G. 500.00 4% à verser par le salarié, 1% à verser par le patronat.

Article 30.— L'inscription des cotisations dans le compte individuel d'un assuré a lieu, en général, tous les mois et comprend les mentions suivantes:

- Le numéro de l'assuré;
- Le montant des cotisations (en gourdes);
- Le Chiffre-clef indiquant le genre de cotisation;
- La date du versement des cotisations par l'assuré.

Article 31.— La rente mensuelle de l'assuré sera liquidée sur la base du tiers du plus fort salaire pour lequel l'assuré a payé des cotisations pendant au moins douze (12) mois.

Article 32.— En cas de décès de toute personne assurée en vertu du présent Décret et qui aura versé les cotisations prévues durant une période inférieure à 20 ans, ses dépendants sont habiles à réclamer la restitution pure et simple des dites cotisations.

En l'absence de dépendants, les valeurs versées restent acquises à l'ONA.

## CHAPITRE V

### AUTRES PRIVILEGES DE L'ASSURE

Article 33.— Outre la rente et les restitutions dont bénéficie l'assuré aux conditions ci-dessus stipulées, l'ONA lui assure les prestations et avantages suivants:

a) l'assuré, son conjoint et ses enfants mineurs, pourront se faire soigner dans le centre hospitalier administré par l'ONA moyennant une réduction de 50% des frais d'hospitalisation;

b) L'assuré participe de plein droit au tirage des primes annuelles qui seront instituées par l'ONA;

c) En cas de décès d'un assuré, l'ONA, sur la demande des parents, assure les frais funéraires, quitte à se rembourser sur les prestations qui pourront être dues à l'assuré;

d) Un système de bourse d'études sera institué au bénéfice des enfants des assurés; ces bourses seront octroyées sur la base du mérite et des qualifications personnelles des candidats;

e) L'ONA pourra consentir aux assurés des prêts dont le montant ne pourra jamais excéder le 1/3 des cotisations déjà versées et dont le délai de remboursement ne pourra jamais excéder six mois.

f) Dans le cadre du projet de logements à bon marché de l'ONA, l'assuré aura un droit de priorité sur tous autres solliciteurs relativement à l'achat ou à la location des dits logements.

## CHAPITRE VI

### RESSOURCES ET GESTION FINANCIERES

Article 34.— Les ressources de l'Office sont constituées par:

a) les apports de l'Etat Haïtien et de la Banque Commerciale d'Haïti;

b) Les cotisations prévues à l'art. 3 (para. b) du présent Décret;

c) Les donations, legs, subventions, etc.

- d) Le produit des amendes infligées par l'Office;
- e) Le produit de la vente des timbres de l'Office;
- f) Le profit net résultant des placements ou investissements prévus à l'article 37.

Article 35.— Les cotisations des salariés astreints à l'assurance-vieillesse obligatoire seront retenues mensuellement par les employeurs sur les salaires des assurés. Elles seront versées en même temps que la quote-part des employeurs le premier jour ouvrable de chaque mois aux guichets de la Banque Commerciale d'Haïti.

Article 36.— Les cotisations des assurés volontaires seront versées directement par les intéressés le premier jour ouvrable de chaque mois aux guichets de la Banque Commerciale d'Haïti.

Article 37.— Il est fait obligation aux employeurs de tenir des feuilles de paie et un registre des employés dans une forme permettant de fournir toutes les informations à l'ONA.

Article 38.— Les Fonds de l'Office seront affectés:

- a) au paiement des rentes;
- b) aux frais généraux d'administration;
- c) au financement d'entreprises à caractère commercial ou industriel; ou à des prises de participation dans de telles entreprises;
- d) à la réalisation d'un projet de construction de logements à bon marché destinés à l'usage des assurés;
- e) à des prêts aux assurés.

Article 39.— Les fonds de l'Office étant déposés à la Banque Commerciale d'Haïti, cette dernière Institution est autorisée à prélever 1% du montant de ces fonds à titre de commission de trésorerie. Elle est également autorisée à se rembourser les avances faites à l'Office comme frais de premier établissement, sans que les prélèvements à ce titre puissent dépasser 10% des disponibilités et le taux d'intérêt 5% l'an.

Article 40.— Pour être en mesure de faire face en tous temps, aux prestations qui pourront être dues aux assurés, l'ONA est astreint au maintien d'une réserve légale de 20%, la balance des fonds devant être affectée, dans les meilleures conditions de sécurité, aux emplois énumérés à l'article 39 ci-dessus.

## CHAPITRE VII

### DISPOSITIONS SPECIALES

Article 41.— Le paiement de la rente sera discontinuée à toute personne qui aura accepté un nouvel emploi dans un établissement

commercial ou industriel, ainsi que dans l'administration publique, et ce, durant tout le temps qu'elle occupera le nouvel emploi.

Article 42.— Aux fins d'application des dispositions du présent Décret, l'ONA est autorisé à faire inspecter les établissements de travail.

Article 43.— Le registre des employés et la feuille de paie prévus par l'ONA seront tenus conformément aux dispositions du Code du Travail.

Article 44.— Il est fait obligation à tout assuré d'être muni d'un livret qui sera délivré par l'Office National d'Assurances moyennant le paiement d'une valeur de deux gourdes (G. 2.00).

Article 45.— Ce livret d'assurance contiendra toutes les mentions relatives à l'identification et à l'état de service de l'assuré, telles que :

- 1.— Nom et Prénom — Adresse
- 2.— Date et lieu de naissance
- 3.— Nom du conjoint
- 4.— Nom des Père et Mère
- 5.— Nom des dépendants
- 6.— Etablissements de travail fréquentés
- 7.— Salaire actuel
- 8.— Photo d'identité
- 9.— Signature ou empreintes digitales.

Article 46.— Il est fait obligation aux employeurs de soumettre à l'ONA dans un délai de 15 jours à compter de l'entrée en vigueur du présent Décret, la liste des employés de leurs entreprises, avec les mentions ci-dessus en vue de permettre la préparation des livrets.

Dans le cas des entreprises dont les employés ne reçoivent pas un salaire forfaitaire mais sont payés à la tâche, les employeurs déclareront la moyenne des salaires mensuels des dits employés, durant les trois derniers mois précédant l'entrée en vigueur du présent Décret.

## CHAPITRE VIII

### SANCTIONS

Article 47.— Sera puni d'une amende de 500 à 1.000 gourdes à la diligence et au profit de l'ONA, l'employeur qui :

- a) Omettra de faire à l'office dans les délais prescrits les déclarations prévues à l'art. 46 ci-dessus ou fera des déclarations inexactes;
- b) Négligera de fournir aux fonctionnaires qualifiés de l'Office les renseignements demandés ou fournira de faux renseignements;

c) Aura déduit du salaire d'un employé à son profit personnel, des valeurs dépassant la quotité prévue par le présent Décret;

d) Aura gardé par devers lui les cotisations destinées à l'ONA sans préjudice des sanctions pénales à encourir pour abus de confiance et détournement de fonds, conformément aux dispositions du Code Pénal.

Article 48.— En cas de retard dans la remise à l'ONA des cotisations perçues, les employeurs paieront personnellement par jour de retard, une majoration de 5% du montant des dites cotisations.

Article 49.— Dans tous les cas prévus aux articles 46 et 47 ci-dessus, l'amende sera doublée en cas de récidive; et à la 3ème infraction, le contrevenant sera, nonobstant l'application de l'amende, passible d'un emprisonnement de 1 à 6 mois à prononcer par le Tribunal Civil de son domicile, en ses attributions correctionnelles, toutes affaires cessantes, sans remise ni tour de rôle. Le Département du Commerce et de l'Industrie pourra également, sur requête de l'ONA, opérer le retrait temporaire ou définitif de la patente et de la licence du contrevenant.

Article 50.— Les infractions au présent Décret seront constatées par procès-verbaux dressés par deux représentants de l'Office dans la forme établie par les Règlements.

Article 51.— L'application des amendes prévues dans le présent Décret sera faite administrativement par la Direction Générale de l'ONA sur la base du procès-verbal constatant l'infraction.

Les droits, privilèges et autres accordés à l'Administration Générale des Contributions aux articles 10, 13, 14, 16, 17 et 21 de la Loi du 6 Juin 1924 sont également concédés à l'ONA.

Article 52.— S'agissant des amendes prévues par le présent Décret, aucune assignation en défense d'exécuter, aucune opposition ou action en justice ne pourra être intentée par le contrevenant, sans qu'il se soit, au préalable mis en état ou qu'il ait soumis au Tribunal une quittance de l'ONA établissant le paiement des dites amendes.

## CHAPITRE IX

### DISPOSITIONS FINALES

Article 53.— Sont également concédés à l'ONA les avantages suivants:

1.— Exonération de l'impôt sur le revenu, des impôts sur les biens meubles et immeubles, exception faite des taxes afférentes à la prestation de services publics (eau, téléphone, électricité).

2.— Exemption des droits de douane sur les machines, outils et toutes autres matières importées pour l'usage propre de l'ONA, pourvu que ces articles ne soient pas destinés à la vente.

Article 54.— L'Office National d'Assurances étant un organisme mixte d'utilité publique, les dispositions du présent Décret sont d'ordre public.

Article 55.— Un Arrêté du Président de la République viendra déterminer les règlements généraux de l'Office, le Statut du personnel, les modalités de fonctionnement et les conditions de placement des fonds.

Article 56.— Le présent Décret abroge toutes lois ou dispositions de lois, tous Décrets-Lois ou dispositions de Décrets-Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets qui lui sont contraires et sera exécuté à la diligence du Secrétaire d'Etat du Travail et du Bien-Etre Social.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 8 Novembre 1965,  
An 162ème de l'Indépendance.

**Dr. FRANÇOIS DUVALIER**

**Par le Président:**

Le Secrétaire d'Etat du Travail et du Bien-Etre Social : **MAX A. ANTOINE**

Le Secrétaire d'Etat de la Coordination et de l'Information : **PAUL BLANCHET**

Le Secrétaire d'Etat de l'Intérieur et de la Défense Nationale : **JEAN M. JULME**

Le Secrétaire d'Etat des Affaires Étrangères et des Cultes : **RENE CHALMERS**

Le Secrétaire d'Etat de la Justice : **RAMEAU ESTIME**

Le Secrétaire d'Etat de la Santé Publique et de la Population :

**GERARD PHILIPPEAUX**

Le Secrétaire d'Etat des Finances et des Affaires Economiques, du Commerce  
et de l'Industrie: **Dr. HERVE BOYER**

Le Secrétaire d'Etat de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du  
Développement Rural : **ROGER K. CANTAVE**

Le Secrétaire d'Etat des Travaux Publics, des Transports et Communications :  
**LUCKNER J. CAMBRONNE**

Le Secrétaire d'Etat de l'Education Nationale: **LEONCE VIAUD**

Le Secrétaire d'Etat sans Portefeuille : **CLOVIS M. DESINOR**



## **PROPOS D'UN PATRON**

### **L'ASSURANCE-VIEILLESSE**

Comment ne pas se sentir ému devant la triste situation de ces vieillards condamnés à la mendicité au soir d'une longue et fatigante journée, à la suite d'une existence de peine dans l'Industrie ou le Commerce ? Avec des salaires tout juste suffisants pour l'alimentation quotidienne, l'éducation de leur progéniture, comment ces vieillards auraient-ils pu penser à assurer le temps de leur retraite ?

Il avait fallu attendre 1948 pour que ce problème retint l'attention des Dirigeants, à la suite d'une campagne vigoureuse menée courageusement par le groupe des Griots. Et le Ministre du Travail d'alors, le Docteur François DUVALIER, devait être choisi parmi les Griots les plus éminents pour concrétiser ce point important de la Doctrine Sociale élaborée tout au long de ces chevauchées à travers nos montagnes et nos plaines qui l'amenaient en contact avec le pays réel, ses misères, ses déboires et ses aspirations. Sous l'égide du Secrétaire d'Etat DUVALIER, l'année 1949 a vu naître l'Institut d'Assurances Sociales, première étape du large programme conçu en faveur des masses de l'arrière-pays.

La création de cet Institut projetait le pays sur le plan des nations avancées en matière de Législation Sociale. En effet, dès 1889, le Chancelier de Fer, Bismarck, instituait en Allemagne la première Assurance-vieillesse obligatoire que le monde ait connue. Cette mesure devait donner naissance à tout un système de protection contre la maladie, la vieillesse, en un mot, contre les hasards de l'existence dans la classe ouvrière. La pension de retraite, ainsi généralisée, apportait un correctif aux inégalités de la fortune, et par ses effets psychologiques, stimulait la productivité au bénéfice de l'Economie Nationale.

Par cette Institution, un frein puissant était dressé contre la propagation des idées marxistes dans l'Europe Occidentale d'avant-guerre.

Les résultats obtenus par le Reich Allemand ont été si probants que les pays industrialisés de l'Europe se sont inspirés de ces mesures de prévoyance pour élaborer leur législation sociale.

S'il est vrai qu'en adressant son appel au Congrès National du Travail de 1948, le Secrétaire d'Etat François DUVALIER avait fondamentalement la conception d'une politique économique axée sur l'amélioration de la condition sociale du travailleur et si les préambules des différents messages du Premier Citoyen de la Nation ont formulé à nouveau cet objectif d'une politique économique-sociale renouvelée, indispensable à la promotion d'une communauté qu'il était nécessaire de forger, il est évident que dans ce domaine l'action du Président à Vie de la République, devait s'aligner sur les concepts du Militant des Griots, du Médecin de Campagne, du Rénovateur de la Patrie de Desalines le Grand. La loi instituant l'Office National d'Assurances-Vieillesse est la synthèse de la Pensée Présidentielle au regard de la protection à assurer à tous les travailleurs du secteur privé à l'âge de la retraite.

Est-il bien nécessaire d'insister sur les avantages que comporte cette loi pour l'Economie du pays ? A ce propos, ne convient-il pas de rappeler l'adoption par les Assises Internationales du principe que le développement ne peut se réaliser en dehors de la promotion culturo-sociale de l'homme. Cette vérité, formulée à Bogota, a été reprise et renforcée à Punta del Este en 1961.

Le 6 Mars 1959, le Président DUVALIER conviait Ses concitoyens à engager la bataille de la production. «Il nous est interdit, disait-Il, toutes autres alternatives et tous autres atermoiements quant à l'accroissement et à l'amélioration de la production générale. La vie nationale en dépend».

Et c'est aujourd'hui le Décret généralisant l'Assurance-Vieillesse que Son Excellence l'Honorable Docteur François DUVALIER, Président à Vie de la République, offre à la Nation Haïtienne comme un instrument capital pour assurer notre expansion agro-industrielle et «édifier une société juste, libre et économiquement forte, où règne l'harmonie entre le Travail et le Capital».

## II

# L'ASSURANCE-VIEILLESSE

## Obligatoire dans le Monde

La révolution Industrielle survenue au milieu du siècle dernier, a bouleversé les structures familiales et jeté, dans la détresse la plus complète, nombre de salariés au terme d'une vie consacrée au travail, jusqu'à l'épuisement de leurs forces. Leurs salaires ont pu tout juste suffire à leur alimentation quotidienne, à l'éducation forcée et angoissante d'une progéniture, elle-même, plus tard, courbée à son tour devant les inextricables problèmes de la vie, avec des ressources trop restreintes pour soutenir convenablement à la fois leurs enfants qui poussent et leurs ascendants qui déclinent.

Les responsabilités familiales n'ont pas permis à ces ouvriers, forts et vaillants dans leur âge mûr, d'épargner, comme ils l'auraient voulu pour leurs vieux jours. Même s'ils avaient pu économiser, auraient-ils pu constituer un pécule suffisant pour garantir les longues et inévitables années d'inaction contre la misère cruelle et l'indigence horrible? A leurs épargnes nécessairement étriquées, un pays sous-développé comme le nôtre peut-il offrir un éventail de placements susceptibles de mettre ces vieillards à l'abri des besoins grâce à une rente mensuelle appréciable?

### DANS LES PAYS DEVELOPPES:

Il est donc patent que la subsistance des vieillards est devenue un problème aigu dans tous les grands pays au fur et à mesure des progrès de l'industrialisation, d'autant plus que l'avancement des sciences médicales a entraîné un allongement de la durée vitale.

Le système des pensions militaires, institué tant bien que mal en Europe au XVIIème siècle, en faveur des soldats et marins invalides, ne s'étend qu'à la fin de la première moitié du XIXème siècle, (en Haïti sous Faustin Ier et Geffrard) à tous les employés de l'Etat, devenus de ce fait privilégiés dans la plupart des pays du monde.

Les tentatives d'établissement de pension de retraite, en 1794 par la Convention Nationale Française, sous l'inspiration de Condorcet, échouent parce que prématurées. Il faut attendre 1889 pour que, en Allemagne-innovatrice au XVème siècle, des cités ouvrières, œuvres méritoires des banquiers impériaux, les FUGGER et; au XVIIIème siècle, du premier système d'assurance-maladie — pour que Bismark crée, en faveur des ouvriers, l'assurance-vieillesse obligatoire, «afin, selon le vœu des chrétiens sociaux allemands, de faire participer une fraction de plus en plus nombreuse du peuple à tous les biens de la civilisation». L'idée avait été pourtant lancée depuis 1697 par l'illustre auteur du «Voyage de Gulliver», Daniel de Foe, puis reprise par les philosophes français comme d'Alembert, Condorcet, le chimiste Lavoisier.

En 1891, S. S. le Pape Léon XIII associe l'Eglise à ce mouvement de justice sociale, engagé contre la propagation du marxisme, en proclamant sa fameuse Encyclique «Rerum Novarum» dans laquelle Il enjoint aux patrons «d'instituer un fonds de réserve destiné à faire face non seulement aux accidents soudains et fortuits, inséparables du travail industriel, mais encore à la maladie, à la vieillesse et aux coups du sort».

De 1900 à 1930, la Grande Bretagne, le Danemark, l'Italie, la Belgique, la Suisse, la Hollande, la Norvège, font bénéficier graduellement leurs salariés de l'assurance-vieillesse obligatoire tandis qu'en 1913 la Suède étend ce système à toute sa population.

L'URSS généralise, elle aussi, en 1922 le système d'assurance-invalidité et vieillesse obligatoire qu'avait esquissé en 1912 le gouvernement trop timide du Tsar Nicolas II. La France applique le système complet, par paliers successifs, en 1941, 1945, 1948 et 1952.

Les Dominions du Commonwealth, puis les colonies britanniques, les pays méridionaux européens, le Japon, les républiques les plus avancées de l'Amérique Latine adoptent peu à peu l'assurance-vieillesse obligatoire, soit avant, soit après la Seconde Guerre Mondiale.

Les E.U.A. adoptent fort tard l'assurance-vieillesse obligatoire. Seulement en 1935, dans le cadre de son gigantesque New-Deal, le grand Franklin Delano Roosevelt décrète le Social Security Act, qui élargit peu à peu à toutes les personnes âgées, même aux employés de maison, aux artisans en chambre, aux agriculteurs, aux ouvriers étrangers travaillant aux E.U.A., aux travailleurs intellectuels, le bénéfice de la pension de retraite et place bientôt les E.U.A. en tête de tous

les pays du monde dans ce domaine non seulement par le nombre des retraités (plus de 20 millions de personnes), que par les rentes versées annuellement (plus de 200 millions de dollars) et par les avantages consentis aux prestataires. Depuis plus de vingt ans, l'Etat Associé de Porto-Rico et les Iles Vierges se sont vu étendre le bénéfice de l'assurance-invalidité-vieillesse obligatoire que consacre le Social Security Act.

#### EN HAÏTI:

S. E. le Président à Vie de la République d'Haïti, le Docteur FRANÇOIS DUVALIER, qui n'entend rien négliger pour que nos salariés soient aussi avantagés que dans les autres pays civilisés, a estimé urgent d'instituer en Haïti «les principes de justice et de sécurité sociales qui tendent à assurer à tous les membres de la communauté une existence digne de l'être humain».

Le Peuple Haïtien n'oublie d'ailleurs pas comment le Docteur DUVALIER a déjà jalonné les étapes de cette voie par des réalisations marquantes. En Octobre 1949, Ministre du Travail, il crée avec l'Immortel Président Estimé, l'Institut d'Assurances-Sociales. De son accession au pouvoir à cette date, l'Institut du Bien-Etre Social, la réorganisation du Département du Travail, le Code du Travail François DUVALIER témoignent de la volonté du Chef de l'Etat de «garantir une vie en rapport avec les grands principes de l'humanisme, en édifiant une société juste, libre et économiquement forte, capable d'assurer l'harmonie entre le travail et le capital».

Ainsi, donnant la main aux grands rénovateurs de l'Histoire contemporaine, à Bismark, à Léon XIII, à F. D. Roosevelt, S. E. le Président à Vie de la République d'Haïti, le Dr. FRANÇOIS DUVALIER inaugure à son tour au bénéfice des ouvriers, par ce Décret du 8 Novembre 1965, cet indispensable et nécessaire Office National d'Assurances-Vieillesse, chargé «d'assurer efficacement, contre les risques de l'âge et de l'invalidité, la protection des vieux travailleurs, qui ont contribué par une vie de labeur au développement de l'économie nationale, en établissant un régime approprié de sécurité sociale».

Cette protection particulière, dont S. E. le Président à Vie, l'Honorable Dr. FRANÇOIS DUVALIER, vient encore entourer «la famille, base fondamentale de la société, la femme, l'enfant, le vieillard et l'infirme», en généralisant ainsi cette législation sociale avancée «d'assurance-vieillesse au profit de tous les vieillards», place maintenant Haïti à égalité avec les pays les plus évolués et vient mieux souligner le dynamisme Progressiste et Révolutionnaire de son Gouvernement.